

Avenir des CROUS : menace et riposte

Les missions des CROUS sont menacées

L'Etat ne leur a pas donné les moyens de construire un parc de logement social étudiant à la hauteur des besoins, ni de le rénover. Le programme Anciaux de construction et réhabilitation de logements a pris du retard. Le projet de reconversion de bâtiments militaires et le plan « Campus » ouvrent désormais la possibilité de confier à des partenaires publics et privés le parc de logements nouveaux.

Le rapport Lambert préconise la transformation des CROUS en « Agences pour la Vie Etudiante » qui bénéficieraient d'« une autonomie renforcée », de « la maîtrise élargie du budget global et de la masse salariale », d'un « élargissement des compétences des directeurs d'agences dans le domaine de la gestion des personnels de l'Etat et du recrutement de personnels contractuels », d'une « présence renforcée des Universités dans les conseils ». Il écarte la perspective d'un éclatement mais au prix d'une transformation de la structure qui serait contrainte de réduire ses dépenses et ferait la part belle, en son sein, à ceux qui revendiquent la dévolution de certaines de ses missions.

Car depuis le vote de la LRU, la CPU revendique pour les Universités « une place prépondérante en matière de vie étudiante ». Pour elle, il est « primordial, dans une perspective de compétition internationale accrue et de politique d'attractivité des universités, de conserver une approche fine de la politique de vie étudiante, site par site, distincte d'une logique académique ». Elle réclame la présidence des CA des AVE, la gestion des bourses de mobilité et au mérite.

La Direction du CNOUS, dans ce moment crucial, se tait. De plus, les dernières mesures gouvernementales affaiblissent les CROUS : stagnation de la subvention d'Etat ; transfert sur le budget des CROUS de 3,55 % de la masse salariale des personnels administratifs.

Le Gouvernement n'a pas encore fait connaître de quelle façon il allait appliquer sa RGPP au réseau des œuvres universitaires. Si devait prévaloir l'éclatement et le transfert de missions à des « partenaires » publics et / ou privés, c'en serait fini des œuvres sociales universitaires. Avec les personnels et les étudiants, le SNASUB ne laissera pas faire !

Les militants du secteur CROUS vont éditer un bulletin de secteur et rencontrer l'UNEF et la CGT.

Jean-Claude Magrinelli